

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT
MATIGNON**

**18 RUE VANEAU
75007 PARIS**

Département - 75 VILLE DE PARIS
Commune - PARIS 7ÈME
Edifice - HÔTEL DE ROTHÉLIN CHAROLAIS

Opération - TRANSFERT DE LA CUISINE

CONSULTATION DES ENTREPRISES
(D.C.E.)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNS A TOUS LES LOTS

C. C. T. C. T.C.E.

Paris, Juillet 2017

SOMMAIRE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ÉTAT	1
1.01 DÉFINITION DE L'OPÉRATION	1
1.02 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES TECHNIQUES	1
1.03 EXÉCUTION DES OUVRAGES	2
1.04 PLANS D'EXÉCUTION - ÉTUDES DE DÉTAILS	3
1.05 ORDRE DE PRIORITÉ DES PLANS	5
1.06 COORDINATION	5
1.07 CELLULE DE SYNTHÈSE	6
1.08 PROPRIÉTÉ DU CHANTIER	6
1.09 MESURES DE SÉCURITÉ PROPRES A L'ÉDIFICE	6
1.10 CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	7
1.11 DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS A L'HOTEL DE ROTHÉLIN CHAROLAIS	7
1.12 ORGANISATION DU CHANTIER	8
1.13 ATTACHEMENTS - ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS	11
1.14 RÉSERVATION – INCORPORATIONS – INSERTS – REBOUCHAGE	12
1.15 TROUS - PERCEMENTS – TRANCHEES – SAIGNÉES – REBOUCHAGE - SCCELLEMENT	12
1.16 PROTECTION DES MATÉRIAUX – COMPOSANTS ET OUVRAGES	12
1.17 PERMIS DE FEU	13
1.18 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS	13
1.19 RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES	13
1.20 SONDAGES	13
1.21 PÉRIODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	14
1.22 REVÊTEMENTS CONTENANT DU PLOMB	14
1.23 DIAGNOSTIC AMIANTE	14
1.24 NETTOYAGE ET ÉVACUATION DES GRAVOIS	14
1.25 COMPTE DES DÉPENSES COMMUNES	14

CHAPITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ÉTAT

1.01 DÉFINITION DE L'OPÉRATION

Les travaux envisagés concernent :

⇒ Le transfert de la cuisine de l'hôtel ROTHELIN CHAROLAIS sis 101, Rue de Grenelle à PARIS 7^{ème}.

1.01.1 Les travaux nécessaires à cette restauration intéressent les corps d'état suivants :

- . Lot 01 – Démolition / Curage
- . Lot 02 – Maçonnerie / Gros-œuvre / Faux plafond / Carrelage
- . Lot 03 – Equipements de cuisine
- . Lot 04 – Electricité CFO / CFA
- . Lot 05 – CVC - Plomberie
- . Lot 06 – Menuiserie bois
- . Lot 07 – Peinture

1.01.2 Programme des travaux

Les travaux seront réalisés en tranche unique.

1.01.3 Variantes obligatoires

Les variantes obligatoires sont détaillées dans les C.C.T.P. de chacun des corps d'états.

1.02 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES TECHNIQUES

Les matériaux et les matériels ainsi que les conditions de leur mise en oeuvre devront être conformes aux prescriptions techniques des documents suivants dont les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

- 1° - Les Normes européennes Eurocode
- 2° - Les Normes Françaises publiées par l'AFNOR - Tour Europe - 92 PARIS LA DEFENSE.

- 3° - Les publications du CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BÂTIMENT
- 4 Avenue du Recteur Poincaré - 75016 PARIS -
(Documents Techniques Unifiés - Cahier des Charges - Règles de calculs -
Spécifications - Recommandations - Guides - Etc ...).
- 4° - Brochures n° 1011.1 et 1011.2 du Journal Officiel dans leur plus récente mise à
jour, relatives à la sécurité contre l'incendie publiées par le Journal Officiel
26 Rue Desaix - 75732 - PARIS CEDEX 15.
- 5° - Aux diverses recommandations professionnelles relatives à chaque corps d'état.
- 6° - Aux divers Décrets et Arrêtés en vigueur, notamment le code du travail.
- 7° - La brochure de l'INRS sur la conception des cuisines de restauration collective
INRS ED 6007

En cas de contradiction entre les textes mentionnés ci-dessus, ou entre ces textes et les prescriptions du descriptif et des plans et/ou des objectifs de conservation et mise en valeur des Monuments Historiques, le Maître d'œuvre aura toute liberté d'interpréter ces textes dans le sens le plus favorable au Maître de l'Ouvrage sans que l'entrepreneur puisse prétendre à aucune indemnité ou plus-value de ce fait.

1.03 EXÉCUTION DES OUVRAGES

Les descriptions qui suivent, au chapitre DESCRIPTION DES OUVRAGES ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur importance, leurs dimensions, et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif, et que l'entrepreneur devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux de sa profession indispensables pour l'achèvement complet des travaux.

Tous les documents écrits et graphiques remis à l'entrepreneur pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement d'exécution.

Il devra donc signaler au maître d'œuvre les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des Normes Européennes et Françaises.

Le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans modification les prescriptions des documents dressés par le maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité d'entrepreneur.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

En cas d'erreur ou d'insuffisance de cotation, l'entrepreneur devra en référer au maître d'œuvre en temps utile, afin que ce dernier ait le temps nécessaire de procéder aux mises au point ou rectifications éventuelles.

L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs, ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour les autres corps d'état, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

L'attention des entreprises est attirée sur la **qualité exigée** pour cette opération.

Aucun supplément ne pourra être accordé pour des compléments qui ne seraient que des obligations résultant des règles de l'Art, et le maître d'œuvre sera toujours en droit de refuser les ouvrages qui n'auraient pas la perfection voulue.

Afin d'éviter toute contestation en cours de chantier, il est rappelé que les entreprises devront effectuer une visite approfondie pour reconnaître les lieux, la nature et l'importance des travaux à réaliser.

Chaque entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des travaux des autres corps d'état sur ses propres ouvrages.

Il doit prendre à ses frais toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux et ouvrages des autres entrepreneurs, comme il devra protéger ses propres ouvrages des dégradations pouvant être faites par d'autres corps d'état.

Il sera responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

1.04 PLANS D'EXÉCUTION - ÉTUDES DE DÉTAILS

Les entrepreneurs doivent toutes les études d'exécution complémentaires à celles remises dans le dossier de consultation des entreprises.

Le Maître d'œuvre ne fournira aucun autre document que ceux contenus dans le présent dossier.

Ces études (plans, notes de calcul, etc ...) doivent être remises au visa du maître d'œuvre, l'entrepreneur gardant la responsabilité des études d'exécution de l'ouvrage.

Sur la base des documents signés du dossier du marché (pièces graphiques et pièces écrites établies par la Maîtrise d'œuvre) chaque entrepreneur doit, pour le lot qui le concerne, établir à ses frais et sous sa responsabilité conformément aux dispositions fixées à l'Article 29 du CCAG les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tous documents non listés mais nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages et ceux des ouvrages mitoyens.

Les pièces graphiques jointes au dossier marché ont été cotées avec le plus grand soin par la Maîtrise d'Oeuvre, néanmoins, compte tenu que les ouvrages à réaliser se situent pour partie dans l'emprise d'ouvrages existants conservés, chaque entrepreneur doit s'assurer d'une part sur place que les cotes portées sur les plans des ouvrages existants sont concordantes et suffisantes, cela suppose une vérification exhaustive des ouvrages existants ayant une relation avec les ouvrages à exécuter dans le cadre du lot concerné, d'autre part doit s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles au préalable à l'établissement de ses plans.

Si l'entrepreneur détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans de Maîtrise d'Oeuvre et les renseignements pris sur le site, il doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'œuvre qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

Les plans d'exécution, schémas, plans de détails, notes techniques, notes de calculs seront soumis au visa du maître d'œuvre et du Contrôleur Technique suivant les modalités de diffusion et le schéma de circulation des documents qui seront mis au point en accord avec le maître d'œuvre au cours de la période de préparation. Le délai d'examen du maître d'œuvre et du Contrôleur Technique est de 15 jours à partir de la réception des documents par leur soin.

Si, à la suite de la transmission des documents ci-dessus au visa du maître d'œuvre et du Contrôleur Technique, ces derniers sont conduits après contrôle à émettre des observations ou des réserves nécessitant une reprise des plans d'exécution, détails, schémas, notes de calculs, notes techniques par l'entrepreneur, en aucune manière cette reprise ne devra remettre en cause le planning des études ni la rémunération de l'entrepreneur. Le planning d'exécution tiendra compte d'une reprise systématique du 1^{er} indice de diffusion de chaque document.

En application de l'Article 29.15 du CCAG, l'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa du maître d'œuvre et du Contrôleur Technique sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant se dérouler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre et/ou le Contrôleur Technique, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Chaque entrepreneur doit également la justification, soit par le calcul, soit par des essais, de la tenue au feu de ses ouvrages lorsqu'une telle exigence est requise. Il fournira, en outre, les procès-verbaux en cours de validité, de tous les matériaux utilisés lorsque leur tenue ou réaction au feu est exigée.

Autres obligations de l'entrepreneur

Chaque entrepreneur est tenu de :

- Signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans.
- Solliciter de la part de la Maîtrise d'Oeuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis.
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres plans.
- Respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans établis par le maître d'œuvre.
- Transmettre les documents qu'il aura établis aux autres corps d'état intéressés.

Les documents établis par l'entrepreneur ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Présentation des plans d'exécution

Les documents (pièces graphiques et pièces écrites) établis par l'entrepreneur porteront un cartouche conforme au modèle établi par le maître d'œuvre.

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- Des notices explicatives et justificatives.
- Des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés.
- Des méthodes d'essais éventuels.
- Du mode d'exécution et phasage.
- De la nomenclature des composants.

Notes de calcul

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. La Maîtrise d'Oeuvre pourra exiger la fourniture desdites publications.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, l'entrepreneur devra fournir :

- La description détaillée de la méthode de calcul et des caractéristiques du programme utilisé.
- La liste des hypothèses de calculs.
- La liste des résultats.
- Une note expliquant et commentant les résultats, sans le listing informatique inutile à la compréhension du programme.

Chaque entrepreneur a la charge de la fourniture de chacun des documents visés dans le présent article, dès lors qu'ils doivent conduire à un visa du maître d'œuvre et du Contrôleur Technique. Chaque document sera fourni en 6 exemplaires, tirage papier noir plié format A4 et une version informatique.

Chaque entrepreneur fournira 2 tirages complémentaires pour les plans, notes de calculs ou documents intéressant l'entrepreneur chargé d'un autre lot après visa par la maîtrise d'œuvre.

1.05 ORDRE DE PRIORITÉ DES PLANS

Le CCAP fixe l'ordre de priorité des pièces mentionnées dans ce document. En complément de ces dispositions, il y a lieu de noter :

- Qu'en cas de contradiction entre plusieurs pièces graphiques, la priorité sera donnée dans l'ordre décroissant de leur échelle exprimée en pourcentage (1/1 - 1/5^{ème} - 1/10^{ème} - 1/20^{ème} – etc...).
- Qu'en cas de contradiction entre les plans "Architecte" et les plans "BET", les plans primeront comme suit :
 - . Partie architecturale et décorative : Plans "Architecte".
 - . Partie technique : Plans "BET".

1.06 COORDINATION

En complément des études d'exécution propres aux ouvrages de chaque lot, une coordination sera à réaliser entre les différentes entreprises. Cette coordination est exclusivement du domaine de la responsabilité des entreprises et rentre donc dans la phase d'exécution du projet.

La coordination aura pour objectifs :

- D'examiner les incidences que pourraient occasionner les adaptations de construction demandées par les entreprises.
- De coordonner les plans d'exécution et de fabrication des entreprises.
- De mettre au point les plans de calepinage en collaboration avec les autres entreprises.

Toutes les entreprises participent autant que de besoin à la coordination.

Le maître d'œuvre arbitre les conflits pouvant survenir entre les entreprises des différents lots.

1.07 CELLULE DE SYNTHÈSE

Il n'est pas prévu de mission spécifique pour la création d'une cellule de synthèse pour le présent projet. En conséquence, la synthèse sera réalisée par les entrepreneurs des différents lots.

1.08 PROPRETÉ DU CHANTIER

Chaque entrepreneur est responsable de la propreté et de l'ordre devant régner sur l'ensemble du chantier y compris les accès.

Ils devront débarrasser quotidiennement le chantier de tous les déchets et matériaux inflammables, gravois, etc. au fur et à mesure de leur production, quelle que soit leur origine, et les enlever aux décharges publiques.

L'ensemble du chantier et tous les emplacements où les entrepreneurs auront été autorisés à circuler ou à déposer leurs matériaux, seront nettoyés immédiatement.

Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les sols lors des livraisons et manutentions.

Les entrepreneurs devront exécuter, en complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés soit par le maître d'œuvre, soit par les services techniques de l'établissement.

La propreté du chantier et d'une manière générale les mesures particulières concernant l'organisation du chantier sont des éléments essentiels de l'offre du candidat.

Les nettoyages seront impérativement compris dans le prix soumissionné.

1.09 MESURES DE SÉCURITÉ PROPRES A L'ÉDIFICE

L'entreprise doit se plier aux règlements et exigences de sécurité qui lui seront demandées.

L'entrepreneur devra fournir une liste complète et précise, mise à jour au cours des réunions de chantier, du personnel qui interviendra sur le chantier. Le personnel devra porter un badge permettant de l'identifier facilement.

Il appartiendra donc à l'entrepreneur de s'informer, lors de la visite des lieux, des contraintes liées aux règles de sécurité propres à l'édifice, et notamment, à celles régissant l'accès et le stationnement des véhicules de livraison.

L'ensemble des questions relatives à l'organisation, à l'hygiène et à la sécurité sera arrêté durant la période de préparation du chantier préalable au démarrage des travaux.

Les installations se feront en étroite collaboration avec les services du commandement militaire du premier ministre.

1.10 CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Chaque entrepreneur est réputé, par le fait même de son offre, avoir pris connaissance :

- De la nature et de l'emplacement des travaux.
- Des conditions générales, locales et particulières, ainsi que celles relatives à l'approvisionnement et au stockage des matériaux.
- Aux disponibilités en eau et en énergie électrique.
- Aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux.
- Et à tous autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues, et qui pourraient en quelque manière, influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Les conséquences des erreurs ou carences de l'entrepreneur dans la réunion des renseignements précédents ne pourront que demeurer à leur charge (notamment les problèmes relatifs à la sécurité).

Les travaux seront effectués dans un édifice occupé par les services du Premier Ministre.

Les entrepreneurs devront se plier aux contraintes de fonctionnement qui y sont liées (horaires, accès, etc.) et au fait qu'il est ouvert aux visites d'états.

1.11 DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS A L'HOTEL DE ROTHÉLIN CHAROLAIS

Les concurrents tiendront compte des sujétions et difficultés de mise en oeuvre, liées au fonctionnement des services administratifs de l'établissement et aux conditions impératives qui seront fixées, suivant les nécessités par les services intérieurs.

Ils prendront à leur charge toutes les mesures qui leurs seront indiquées, conformément au CCAP.

Il est bien précisé qu'aucune majoration sur les prix soumissionnés, ni aucune indemnité d'aucune sorte ne pourra être accordée :

- a) Pour les faux frais et pertes de temps occasionnés par les interruptions de travaux demandés par le maître d'œuvre et les services intérieurs avec ou sans préavis.
- b) Pour les limitations d'accès des véhicules de l'entreprise aux dates et heures imposées.

c) Pour l'impossibilité ou les limitations imposées au stockage sur place exigeant l'évacuation immédiate des gravois au fur et à mesure de leur production, ainsi que la livraison des matériaux par petites parties, selon les besoins.

d) Pour les restrictions **d'horaires imposées** à l'occasion des travaux bruyants (démolitions, refouillement, déposes, percements, etc.) ou susceptibles de créer une gêne à l'exploitation des services.

e) Pour l'exécution de certains travaux aux heures non ouvrées, le samedi, etc..., ainsi que pour l'exécution des travaux en période des congés payés.

Il est rappelé que les travaux bruyants tels que refouillements, déposes, démolitions, percements etc. devront être effectués le matin et aux heures imposées.

f) Pour l'approvisionnement des matériaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

g) Pour la présentation générale du chantier, matériels, palissades, échafaudages, bâches et protections diverses, qui devront être en permanence d'une qualité irréprochable.

Le maître d'œuvre pourra à tout moment exiger l'enlèvement ou le remplacement de tout élément défectueux ou détérioré, ou faire procéder à tous nettoyages aux frais exclusifs de l'entreprise.

1.12 ORGANISATION DU CHANTIER

1.12.1 Généralités

La présente opération est soumise à la Loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et au Décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 pris pour son application à l'obligation d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les installations communes de chantier sont définies par le P.G.C. (Plan Général de Coordination) et au C.C.A.P.

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux ne sera toléré à l'intérieur des locaux.

Les dépôts de matériaux et de matériels ne pourront en aucun cas nuire à l'avancement des travaux ou gêner de quelque façon que ce soit le fonctionnement des services de l'établissement.

1.12.2 Accès

L'accès aux installations de chantier se fera depuis le 101 Rue de Grenelle Paris 7ème.

Les véhicules de livraison qui devront être d'un gabarit adapté au porche sur rue.

1.12.3 Branchements électricité et installations provisoires d'électricité

Les branchements provisoires de chantier sur le réseau existant seront réalisés par l'entrepreneur du lot n° 04 – Electricité.

Les consommations de chantier seront individualisées et prises en charge par l'ensemble des entreprises.

1.12.4 Branchements eau et installations provisoires d'eau

Les branchements provisoires de chantier sur le réseau existant seront réalisés par l'entrepreneur du lot n° 05 – Plomberie.

Les consommations de chantier seront individualisées et prises en charge par l'ensemble des entreprises.

1.12.5 Echafaudages / moyens de levage

Chaque entrepreneur devra prévoir dans son offre ses propres moyens de levage, les échafaudages et agrès nécessaires, déchargements, manutentions et stockage de ses matériaux et matériels ainsi que le gardiennage, les protections nécessaires et tous les nettoyages.

1.12.6 Zone de Cantonnement du personnel

En solution de base :

La Zone de Cantonnement se situera dans les locaux mis à disposition par le Maître de l'Ouvrage dans les sous-sols. Ces locaux seront débarrassés du mobilier par le Maître de l'Ouvrage. Ils seront aménagés et équipés (tables, chaises, vestiaires, armoires, appareils de réchauffage) par l'entrepreneur du lot n°02 pour l'ensemble du personnel des entreprises intervenantes.

Le dimensionnement et le nombre de locaux sociaux de chantier, sanitaires, réfectoire, vestiaires sera conforme à la réglementation sur l'hygiène et la sécurité du travail et sera calculé pour l'ensemble du personnel des entreprises intervenantes.

L'entretien, le nettoyage, les consommables nécessaires et l'hygiène de ces locaux seront à la charge du Lot n°01.

En fin de chantier, les locaux mis à disposition seront débarrassés et nettoyés. Les locaux seront restitués dans l'état d'origine avant prise de possession des lieux.

En variante obligatoire :

La Zone de Cantonnement se situera dans la cour de l'hôtel ROTHELIN CHAROLAIS, dans des bungalows autonomes et autosuffisants d'un point de vue énergétique, suivant les dispositions du P.G.C. établi par le Coordonnateur S.P.S.

Cette zone de cantonnement sera dissimulée par une clôture en bois de 3,00 m de hauteur à la charge du lot n°02.

Ces bungalows seront équipés :

- En double énergie, à savoir gaz propane (bouteille de 13kg) et électricité solaire,
- D'une réserve d'eau propre de 200 litres (eau non potable),
- D'un réservoir eaux usées de 200 litres,

L'entretien, le nettoyage et l'hygiène de ces locaux seront à la charge du Lot n°01.

1.12.7 Accès zones de cantonnement et de chantier

Il est rappelé que les entreprises devront fournir une liste nominative de tous les salariés intervenant sur le chantier et qu'elles devront signaler toute modification qui interviendrait.

L'ensemble des personnels des entreprises, ainsi que leurs éventuels sous-traitants, devra obtenir une carte de circulation (badge) auprès des services intérieurs.

Les circulations du personnel à l'intérieur de l'établissement en dehors de la zone de chantier feront l'objet d'une autorisation spécifique.

Pour permettre l'isolement du chantier par rapport au reste du bâtiment, l'entrepreneur du lot n°01 devra la fourniture, la mise en place et la dépose de cloisons d'isolement de chantier et de portes fermant à clef. Compte tenu des travaux projetés, un accès a été déterminé pour les opérations de désamiantage d'une part et pour les travaux de restauration à la suite d'autre part.

1.12.8 Mesures d'organisation générale du chantier

Afin que le chantier se déroule dans les meilleures conditions, il est nécessaire de prévoir un ensemble de dispositions relatives à l'organisation générale des moyens qui devront être mis en œuvre.

Chaque entreprise devra, pendant la période préparatoire, mettre en place les installations nécessaires à la bonne conduite du chantier et repérer les lieux.

La réalisation du chantier au sein des bâtiments apporte des contraintes particulières et obligations que chaque intervenant devra s'engager à respecter afin de limiter les nuisances (bruits, odeurs, poussières, fumées, etc ...).

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que l'immeuble est an activités et restera occupé pendant les travaux.

L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances.

Les travaux particulièrement bruyants seront réalisés en horaires décalés sans supplément de prix. L'entreprise devra fournir un programme des travaux afin d'identifier les travaux bruyants.

L'approvisionnement des matériaux et du matériel nécessaires se fera au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Les frais de stationnement, de protection et de signalisation sur la chaussée pendant la durée de livraison ou d'enlèvement sont à la charge des entreprises.

1.12.9 **Etat des lieux**

Un constat de l'environnement à l'extérieur comme à l'intérieur, façades, trottoirs, plafonds, murs, mobiliers, etc. sera dressé avant le début des travaux par un huissier agréé.

Les frais du constat sont à la charge du lot n°02 et comprendront le rapport et un dossier photographique en 4 exemplaires.

En cas de dégâts pendant le chantier, les travaux de restauration et de remise en état seront à la charge de l'entreprise concernée.

1.12.10 **Tenue de travail**

Compte tenu du lieu, il sera exigé à toutes les entreprises que leurs compagnons, techniciens et tous les intervenants sur le site soient en tenue vestimentaire correcte, propre et de **couleur conventionnelle** à chaque corps d'état.

1.13 **ATTACHEMENTS - ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS**

L'entrepreneur est tenu d'établir les attachements écrits ou figurés ou photographiques, nécessaires pour la localisation et la justification des travaux exécutés, plus particulièrement ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire.

Les attachements seront cotés, datés et soumis au visa du maître d'œuvre.

Tous les échantillons et modèles demandés pour fixer les choix dans le cadre du CCTP et des plans devront être soumis à l'agrément du maître d'œuvre avant une date à fixer d'un commun accord et au cours d'un nombre limité de rendez-vous de chantier, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Les CCTP prévoient pour certains matériels un échantillon de référence et autorise la fourniture de matériels qualifiés d'équivalents.

Il est spécifié que l'appréciation d'équivalence des matériels présentés par l'entreprise, avec ceux de référence, appartient au maître d'œuvre et qu'en cas de divergence de vue avec l'entrepreneur en ce qui concerne cette équivalence, celui-ci sera tenu de fournir les matériels de référence.

Les échantillons acceptés par le maître d'œuvre pourront être groupés par panoplies et exposés dans un local spécialement affecté. Ils serviront de point de comparaison avec la fourniture sur le chantier.

L'entrepreneur aura à sa charge les frais de toute autre nature afférents aux épreuves et aux essais qui seront demandés pendant ou après l'exécution des travaux.

1.14 RÉSERVATION – INCORPORATIONS – INSERTS – REBOUCHAGE

Dans le cadre de la coordination, les entreprises définiront les réservations, incorporations, inserts à prévoir dans les ouvrages porteurs en béton, métalliques ou maçonnés, neufs, réalisés dans le cadre du présent projet.

Le Lot n°02 devra les réservations ci-dessus ainsi que le rebouchage de celles-ci après le passage des Lots Techniques ou Secondaires.

Les Lots Techniques devront communiquer leurs besoins en réservations lors de la coordination.

Toutes les réservations non demandées en temps utile, c'est-à-dire lors de l'approbation par la cellule de synthèse, seront exécutées par l'entrepreneur du Lot n°02 à la charge et aux frais du demandeur.

1.15 TROUS - PERCEMENTS – TRANCHEES – SAIGNÉES – REBOUCHAGE - SCELLEMENT

Tous les trous, percements, tranchées, saignées réalisées dans les ouvrages porteurs (épaisseur supérieure à 0,10 m) existants seront à la charge de l'entreprise du lot n° 02.

Tous les trous, percements, tranchées, saignées réalisées dans les ouvrages non porteurs (épaisseur inférieure ou égale à 0,10 m) existants seront à la charge de l'entreprise demandeuse du percement.

Les rebouchements, calfeutremments, scellements consécutifs aux percements, tranchées, saignées ci-avant seront réalisés par l'entreprise ayant réalisée ceux-ci.

Ces rebouchements, calfeutremments, scellements seront réalisés en matériau de même nature que le support. Les rebouchages assureront les mêmes caractéristiques que la paroi considérée : tenue au feu, isolation acoustique, jeu de dilatation, etc ...

Les Lots Techniques devront communiquer leurs besoins en percements, trous, saignées lors de la coordination et de la synthèse.

1.16 PROTECTION DES MATÉRIAUX – COMPOSANTS ET OUVRAGES

Il est formellement stipulé que chaque entrepreneur demeure entièrement responsable de ses matériaux, matériels et ouvrages jusqu'au jour de la réception des travaux, qu'il s'agisse de vols, détournements ou dégradations.

En outre, l'entrepreneur, dont les travaux risquent de provoquer des détériorations, des salissures aux ouvrages déjà en place, devra prendre toutes dispositions utiles pour assurer la protection de ceux-ci. Faute de se conformer à ces dispositions, l'entrepreneur responsable des dégradations supportera les conséquences éventuelles de parfaite remise en parfait état.

L'entrepreneur assurant la mise en œuvre de matériaux, matériels et produits finis, prendra toutes dispositions de protection de ces ouvrages en vue du déroulement normal du chantier. Ces protections seront soumises à l'accord du maître d'œuvre. Elles viseront notamment les arêtes, les parements, les enduits, revêtements, les matériels et matériaux décoratifs, etc.

1.17 PERMIS DE FEU

L'entrepreneur concerné sera tenu de demander au Maître d'Ouvrage, la délivrance d'un permis de feu à établir en trois (3) exemplaires.

1.18 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

En fin de travaux, un dossier conforme devra être remis par chaque entrepreneur au maître d'œuvre, avant réception.

Dans ce dossier, nécessaire pour assurer une bonne exploitation de l'opération, les plans d'exécution seront éventuellement rectifiés pour être en parfaite conformité avec les travaux réellement exécutés.

Il sera remis sous forme d'un CD Rom et de 5 tirages, pour ce qui concerne les plans, il comprendra le dossier photographique si celui-ci n'a pas été transmis au préalable.

La fourniture de ce dossier conditionnera le règlement définitif de l'entrepreneur.

1.19 RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES

Pour les travaux chaque entrepreneur devra établir le relevé photographique. Le dossier photographique doit comporter des vues de l'édifice ou des parties de l'édifice concerné avant travaux, des vues de différentes phases de chantier et des vues de l'édifice une fois les travaux achevés. Les photographies devront donner une vision exhaustive du chantier : vues d'ensemble, de détails et des ouvrages à reprendre.

Les photographies devront être numérotées et présentées sous forme de tirages papier en couleur de format 9 x 13 cm (ou multiple), collées et légendées sur une feuille bristol de format A4. Chaque feuille doit porter l'identification de la commune et de l'édifice (ou partie de l'édifice) et une légende (titre, date de prise de vue, nom de l'opérateur, éventuellement une référence de cliché).

Un schéma de l'édifice figuré en marge de chaque feuille et une flèche de couleur situera l'élément photographié sur le schéma.

Le Maître d'Ouvrage et le maître d'œuvre se réservent le droit de reproduire et de publier les clichés de ce dossier photographique sans qu'il y ait de rémunération complémentaire pour ce cliché.

1.20 SONDAGES

Tous les sondages demandés par le maître d'œuvre ou nécessaires au relevé des ouvrages existants sont à la charge de l'entreprise concernée et les frais sont réputés inclus dans les prix du marché.

1.21 PÉRIODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'attention des concurrents est tout particulièrement attirée sur les délais déterminés pour l'exécution des travaux de la présente opération.

Le fait de répondre à l'appel d'offres, implique l'acceptation pure et simple de ces délais.

Pendant la période de préparation, il sera dressé les plannings de travaux pour des ensembles géographiquement distincts.

1.22 REVÊTEMENTS CONTENANT DU PLOMB

Chaque entrepreneur prendra en compte dans l'établissement de son prix de la présence de peinture au plomb suivant diagnostic fourni par le maître d'ouvrage.

Il ne saurait prétendre de ce fait à aucune rémunération supplémentaire.

Il tiendra compte notamment des protections et isolations nécessaires à mettre en œuvre concernant le grenailage, décapage, nettoyage, la démolition et l'évacuation d'éléments revêtus de peinture plomb que ce soit sur le site ou à son atelier, suivant législation en vigueur.

Il devra s'assurer de la compatibilité des peintures neuves avec les anciens supports métalliques ou bois peints. Utilisation des peintures neuves suivant analyse par un laboratoire spécialisé de l'adhérence sur peintures au plomb.

Le diagnostic plomb réglementaire est joint au présent D.C.E.

1.23 DIAGNOSTIC AMIANTE

Le diagnostic amiante réglementaire est joint au présent D.C.E.

1.24 NETTOYAGE ET ÉVACUATION DES GRAVOIS

Chaque entrepreneur doit le chargement et l'évacuation des gravois générés par ses travaux aux décharges publiques.

Y compris frais et taxes.

1.25 COMPTE DES DÉPENSES COMMUNES

Un compte des dépenses communes de chantier est créé au titre de cette opération.

Les modalités de gestion et de règlement du compte des dépenses communes de chantier (dit compte prorata) seront fixées par une convention de gestion rédigée par l'entrepreneur du lot n°01, gestionnaire dudit compte et signée par l'ensemble des entreprises participantes.

Le comité de contrôle sera composé de trois entrepreneurs dont le gestionnaire.

Le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage ne seront pas parties prenantes de la convention, néanmoins ils pourront donner un avis consultatif à titre amiable si un conflit devait subvenir entre différentes entreprises.

Les dépenses à inscrire au titre du compte des dépenses communes sont les suivantes :

- Consommations eau, électricité,
- Nettoyages de chantier sur ordre du Maître d'œuvre si le chantier ne se trouve pas dans un état de propreté satisfaisant,
- Préchauffage de chantier (installation, entretien et consommations nécessaires).

Lu et accepté,

L'entrepreneur